

Joël Giraud est député de la deuxième circonscription des Hautes-Alpes. Ancien ministre et Énarque, il a fait de la ruralité son combat depuis le début de sa carrière politique.

« L'agribashing, c'est intolérable ! »

Fils de deux principaux de collège, l'ancien maire de L'Argentière-la-Bessée de 1989 à 2017 aurait pu se laisser happer par les lumières de la ville et les ors de la République mais il a toujours chéri ses racines haut-alpines en faisant de la défense de la ruralité son combat. Fier de ses origines bourbonnaises, italiennes, allemandes, etc. il est plus à l'aise dans la maison maternelle dans l'Allier ou dans la résidence familiale à L'Argentière que dans un appartement haussmanien. Réputé pour son humour et son franc-parler, il n'hésite pas à faire entendre sa voix pour soutenir son « pays de montagne ».

L'Espace Alpin : D'où vient votre volonté de vous engager en politique et quel a été votre parcours ?

Joël Giraud : La chose publique m'a toujours intéressé certainement grâce à mes parents qui étaient tous deux fonctionnaires. J'ai donc choisi la voie royale pour suivre leur chemin. À l'époque il existait un concours commun pour rentrer à l'ENA et comme je travaillais déjà à La Poste j'ai pu bénéficier d'une année de détachement pour le préparer. J'ai intégré l'ENA en 1986 juste au moment où j'ai été élu pour la première fois au conseil municipal de L'Argentière. Quand j'en suis sorti



conscient que les territoires n'existent plus sans l'agriculture, notre équilibre en dépend.

Il faut savoir raison garder dans ce dossier, c'est un territoire entier qui souffre. Je me souviens d'avoir été traité de nazi quand j'ai équipé les louvetiers de lunettes à vision nocturne, c'est dingue d'en arriver là. Il faut que le ministère communique sur ces questions et qu'il soit vraiment le ministère des agriculteurs et les accompagne. Le problème est minimisé, il faut le mettre en lumière. Je me souviens que Ségolène Royal avait drastiquement augmenté les mesures de prélèvement après que je l'ai emmenée sur le terrain et qu'elle ait vu un éleveur sangloter en parlant de ce qu'il subissait.

Quels sont les dossiers agricoles les plus urgents à traiter dans le département selon vous ?

J.G. : Je ne vais pas faire de hiérarchie mais il y a bien entendu le Plan loup dont nous venons de parler mais également la tarification de l'eau pour les usages agricoles. C'est un gros problème car nous avons des départements qui ont fait des efforts énormes et cette nouvelle tarification risque d'être problématique. C'est l'un des gros dossiers de la rentrée à mon sens. Autre sujet important les normes sur l'ensemble de la chimie de l'agriculture. Ce n'est pas possible de continuer à avoir des productions européennes qui rentrent sur le marché français avec des normes très inférieures à celles qu'on impose aux agriculteurs français. Si l'on veut qu'il y ait souveraineté alimentaire il faut mettre un coup de pied dans la fourmière. Il faut une homogénéité des différentes normes sans ça, ça n'a plus de sens. Ça m'horripile car c'est un système qui est déstabilisant. Si on veut

“ J'ai décidé de me présenter au poste de député car je voulais pouvoir agir pour la montagne à un plus haut niveau. Je ne pouvais pas rester les bras ballants. ”

en 1989, j'ai décidé de monter une liste de coalition car ce que j'avais vu pendant trois ans m'avait paru désolant. Soit la commune disparaissait, soit nous la redressions en nous alliant, sauf avec le Parti communiste ou l'extrême droite. J'ai fait un choix de carrière qui me permettait de me consacrer à ma commune au maximum et au fil de mes affectations comme inspecteur général des finances je me suis rendu compte que quelque chose n'allait pas notamment au niveau législatif. C'est pour cela que j'ai décidé de me présenter au poste de député je voulais pouvoir agir pour la montagne à un plus haut niveau. Je ne pouvais pas rester les bras ballants.

Comment avez-vous réussi à garder un contact avec la ruralité en évoluant dans des sphères citadines ?

J.G. : J'ai toujours beaucoup burliné au cours de ma carrière, je n'ai jamais voulu d'attaches à Paris ou ailleurs, je n'y faisais que des missions. Quand je suis à Paris je dors dans mon bureau, quand j'étais ministre j'utilisais mon appartement de fonction. Je ne suis pas bien à Paris, je n'ai jamais voulu y acheter un appartement, je préfère mes maisons familiales, au contact des vrais gens. Je

suis obligé d'y travailler mais j'en pars dès que je peux. Quand je suis rentré à l'École nationale d'administration (ENA) le directeur avait fait venir dans son bureau tous les admis issus des mêmes sphères que moi pour nous demander de ne pas exhiber notre ruralité. Je me suis demandé pour qui il nous prenait et j'ai voulu prendre le contrepied et prouver que la ruralité, notamment la montagne, étaient des territoires d'innovations. J'ai toujours voulu promouvoir des modes de vie c'est pourquoi j'allais dans toutes les commissions en lien avec la ruralité pour prouver qu'elle existait.

Quel regard portez-vous sur l'agriculture ?

J.G. : Je ne suis pas du tout issu du monde agricole et cela ne me parlait pas. C'est ma suppléante depuis mon premier mandat, Claire Bouchet, qui m'a fait connaître ce monde notamment en me présentant les Jeunes Agriculteurs. C'était une expérience géniale avec ces générations de jeunes qu'elle connaissait bien. Son réseau était incroyable, j'ai vraiment apprécié d'être guidé de la sorte. J'avais une vision limitée de l'agriculture avec l'élevage intensif comme dans le

Charolais ou le Bourbonnais. Là, je voyais l'inverse. Par exemple dans le Champsaur je rencontrais des gens normaux qui voulaient s'installer et qui avaient une réflexion plus sociétale avec un mélange entre les jeunes issus du monde agricole depuis des générations et ceux qui venaient d'ailleurs. Ils ont une vraie vision de l'avenir de leur territoire. J'aime qu'ils proposent des choses hors du syndicalisme classique. Aujourd'hui, leur réussite se voit au travers des chiffres de l'installation dans le département. C'est le fruit du travail des syndicats et de la chambre d'agriculture.

Selon vous, comment se porte l'agriculture haut-alpine aujourd'hui ?

J.G. : Elle fait face à des difficultés importantes. Être le premier département bio de France est une chose mais les difficultés de la filière font réfléchir. J'aimerais que nous nous inspirions des Italiens qui ont été plus malins en introduisant la notion de « slow food » qui valorise le local. Je serais content de voir plus de supermarchés se créer sur ce modèle chez nous. C'est pour cela que je suis un fervent défenseur des Projets alimentaires territoriaux et qu'il faut y mettre le paquet car c'est l'avenir de territoires comme le nôtre. L'autre souci, c'est celui des normes et j'attends de Marc Fesneau qu'il s'empare du sujet notamment pour les arboriculteurs. Le regard urbain de certains et l'agribashing sont intolérables. Je suis sidéré de la façon dont certaines personnes ne veulent pas vivre ensemble. Il n'est pas possible

de penser que les gens qui nous nourrissent puissent vouloir nous empoisonner.

Quelle est votre position par rapport à la prédation ?

J.G. : Je fais partie des gens qui ont toujours dit qu'il fallait trouver un moyen de cohabiter mais il faut reconnaître qu'à partir d'un certain

“ Je suis un fervent défenseur des Projets alimentaires territoriaux et qu'il faut y mettre le paquet car c'est l'avenir de territoires comme le nôtre. ”

niveau ce n'est plus vivable surtout quand on voit que ça provoque l'abandon de territoires. Je suis fasciné par le loup, comme beaucoup, mais cela ne m'empêche pas d'être raisonnable. C'est pourquoi j'ai œuvré pour les comptages contradictoires, il faut arrêter de prendre les gens pour des imbéciles. C'est une espèce nuisible qui entraîne la disparition d'élevage, à partir de là, il faut agir. Je ne pourrais pas accepter que le nouveau Plan loup ne fasse pas baisser la pression. Il doit prendre en compte la détresse des éleveurs au risque de mettre en péril notre alimentation. Quand j'étais ministre, je travaillais en lien étroit avec le ministre de l'Agriculture, Julien Denormandie pour être plus fort à deux. Cela faisait deux voix face au ministère de l'Environnement. Il faut être bien

que les gens continuent à s'intéresser à la politique européenne et la prenne en considération, il faut que cela bouge. J'ai l'impression qu'il y a un peu d'autisme au niveau de l'Union européenne et beaucoup au niveau de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses). Nous sommes des chevaliers blancs, il faut laver plus blanc que blanc. Je suis furieux quand je vois les choses qui sortent. Comme pour la prédation, il faut communiquer fortement en expliquant que nous sommes déjà les plus surs d'Europe. Certains devraient aller manger en Allemagne avec des produits industriels venus de toute l'Europe de l'est. Il faut faire attention à l'évolution de notre agriculture. ■

Alexandra Gelber